

# CABINET REGIMBEAU

## CONFÉRATION

Propriété Intellectuelle  
Conseils en Propriété Industrielle  
European Patent and Trademark Attorneys

1/4

Jean-Jacques MARTIN  
Robert SCHRIMPF  
Jacques WARCOIN  
Francis AHNER  
Christian TEXIER  
Eric LE FORESTIER  
in-Robert CALON DE LAMARCK  
Marc LEVIEILS  
Jérôme COLLIN  
Franck TETAZ

Olivier LABEY  
Jean-Claude HERMANN  
Daniel LE FAOU  
Jean-Yves BRANGER  
Emmanuel POTDEVIN  
Frédérique FAIVRE PETIT  
Isabelle THILLI  
Michel PERNELLE  
Nicolas TORNO  
Olivier PRATS  
Axelle TRICHARD  
Isabelle MENDELSONH  
Hélène CORRET  
Claire MOUGET-GONIOT  
Martine BLOCH-WEILL  
Isabelle PINAUD  
Françoise BOMER  
Aymeric VIENNE  
Marie AUDREN  
Emmanuelle LEVY

Julie BRUN  
Olivier CLAVEAU  
Nadine ROCABOY  
Thomas MOISAND

Barbara CASADEWALL  
Emmanuelle LIMOUZY  
Anne BOGARD  
Eric ROUSSEL  
Stephanie DOUARD  
Aimée DADOUN  
Magali TOUROUDE  
Jean-Jacques BOUILLET  
Hector RECOULES  
Nicolas RUIZ  
Clarisse LE SALVER  
Loïs HEIBLIG  
Yohan REBOUSSIN  
Mélanie AZEVEDO  
Cécile BOUDEAUD  
Sylvain THIVILLIER

Evelyne ROUX  
Direction Juridique

VEILLE ET DOCUMENTATION  
Isabelle CLÉRY  
Véronique CLOT  
Claire LEMONNIER  
Virginie PRROUTEAU

SERVICES ADMINISTRATIFS  
Isabelle HAY  
(Brevets)  
Josiane AIZEL  
(Marques, Dessins et Modèles)

COMPTABILITÉ  
Catherine BOURDONNEC

Membre d'une association agréée.  
e règlement par chèque est accepté.

Par fax : 0049 89 23 99 4665  
+ fedex n°7915 9315 4979

OFFICE EUROPEEN DES BREVETS  
D-80298 MÜNCHEN  
ALLEMAGNE

JRC/MAA/kb

Paris, le 14 juin 2005

Demande internationale n°PCT/FR2004/001564 déposée le 23 juin 2004  
Au nom de BANQUE DE FRANCE et LEONHARD KURZ GmbH & Co.  
KG

Pour : « Bande de sécurisation de document, et document sécurisé »  
Nos réf. : 346398 D21358

Messieurs,

Nous demandons l'examen de la demande internationale en référence conformément à l'Article 31 PCT. Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint le formulaire PCT/IPEA/401 dûment rempli.

En outre, nous répondons à l'opinion écrite en date du 14 mars 2005 jointe au rapport de recherche internationale.

Nous ne modifions pas les revendications et formulons les observations suivantes :

### 1/ Clarté

- La revendication 1 se réfère à une échelle « globale » et à une échelle « de détail ».

Cela implique en premier lieu que l'échelle à laquelle est perçu l'effet optique produit par les éléments optiquement actifs est inférieure à l'échelle à laquelle le contraste des régions est perçu, comme cela est indiqué à la page 9, lignes 23 à 26 de la demande.

Les expressions « globales » et « de détail » permettent ainsi d'établir une comparaison entre les échelles et d'indiquer que l'échelle « globale » est supérieure à l'échelle « de détail ».

Par ailleurs, les échelles « globale » et « de détail » sont définies dans la revendication 1 ainsi que dans la description de la demande.

Les régions de l'échelle « globale » mentionnées dans la revendication 1 sont de taille suffisamment importante pour constituer une protection contre la reproduction de document à sécuriser, comme cela est précisé dans la

BEST AVAILABLE COPY

revendication 1 et dans la description (voir page 3, lignes 1 à 7 et page 8, lignes 12 à 15).

Par contraste, les éléments optiquement actifs de l'échelle « de détail » établissent un effet optique constituant un signe reconnaissable pour identifier le document, comme indiqué dans la revendication 1 et dans la description (voir page 9, lignes 27 à 29).

Ainsi, les échelles « globale » et « de détail » sont clairement différenciées et définies, et la caractéristique correspondante est claire.

- La revendication 1 précise que la bande comporte des éléments optiquement actifs en association avec les régions généralement métallisées et/ou les régions généralement transparentes de la bande.

Ceci exprime le fait que les éléments optiquement actifs doivent se comprendre dans le cas de l'invention, en relation avec les régions généralement métallisées et/ou les régions généralement transparentes de la bande.

Le choix de l'expression « en association avec » a pour but de ne pas limiter l'invention à un agencement particulier des éléments optiquement actifs.

Par exemple, selon la description, les éléments optiquement actifs peuvent être constitués à l'intérieur des régions (voir page 8, lignes 19 à 21) ou en regard des régions (voir page 10, lignes 12 à 17) ou de part et d'autre des régions (voir page 11, lignes 7 à 11, page 12, lignes 28 à 31) ou de manière à couvrir les régions (voir page 13, lignes 17 à 23).

Ainsi, ici encore la caractéristique en question est claire.

## 2/ Nouveauté vis à vis de D1

Dans cette opinion écrite, l'examinateur conteste la nouveauté de l'invention au vu du document WO 97/19820 (D1).

Nous rappelons que la revendication 1 de la demande concerne une bande de sécurisation et inclut la caractéristique selon laquelle la bande comporte un support sur lequel est formée selon la direction longitudinale de la bande une alternance de régions généralement métallisées et de régions généralement transparentes.

Il est précisé à la page 7, lignes 5-6 de la demande, que la notion d'alternance implique une répétition récurrente.

Les figures 7 et 8 du document D1 représentent un porteur optique (1) dans lequel sont formées des structures en relief (10, 15) couvertes partiellement par des couches réfléchissantes (8, 9). Les couches réfléchissantes forment le mot « VALID » (figure 8).

Le mot « VALID » qui apparaît sur la figure 8 ne constitue pas une alternance formée selon une direction longitudinale d'une bande, de régions généralement métallisées et de régions généralement transparentes.

Par conséquent, l'invention telle que définie par la revendication 1, est nouvelle par rapport au document D1.

### 3/ Nouveauté vis à vis de D2

Le document US 2003/0058491 (D2) décrit un dispositif de sécurité comprenant une couche métallique discontinue (50) présentant des microstructures (20) (voir paragraphe [0058] et figure 5C).

Toutefois, comme on peut le voir sur la figure 5C, les discontinuités de la couche métallique (50) sont réalisées à la même échelle que les microstructures.

Le dispositif de sécurité proposé dans ce document ne comprend pas une alternance de régions généralement métallisées et de régions généralement transparentes apte à établir un contraste à une échelle globale au niveau du document à sécuriser.

En outre, les discontinuités de la couche métallique (50) ne permettent pas une protection contre la reproduction du document (par exemple au moyen d'une photocopieuse).

Par conséquent, l'invention telle que définie par la revendication 1, est nouvelle par rapport au document D2.

### 4/ Activité inventive

Le document D1 étant cité par l'examinateur à l'encontre de la nouveauté, nous partons de l'hypothèse qu'il constitue l'état de la technique le plus proche de l'invention.

L'invention se distingue du document D1 en ce qu'elle se rapporte à une bande de sécurisation dans laquelle une alternance de régions généralement métallisées et de régions généralement transparentes est formée selon la

direction longitudinale de la bande, ladite alternance étant apte à établir un contraste à une échelle globale au niveau du document à sécuriser de manière à constituer une protection contre la reproduction du document auquel la bande est associée.

Ce type de bande constitue une protection contre la reproduction du document et peut être mis en place en continu sur des documents entraînés en défilement (par exemple par une machine telle que décrite dans le document EP 0 522 217, col.8, 1.30 à 48).

Par conséquent, l'invention résout le problème consistant à fournir une protection contre la reproduction du document, qui soit facile à mettre en place.

L'homme du métier, partant du document D1 et confronté à ce problème, n'était pas incité à appliquer l'enseignement du document D2.

En effet, le document D2 suggère de réaliser une couche métallique présentant des discontinuités à la même échelle que les microstructures. Par conséquent, le document D2 ne permet pas d'obtenir une protection contre la reproduction du document.

L'invention telle que définie par la revendication 1 de la demande est donc également inventive.

\*\*\*

Compte tenu des différentes remarques qui précèdent, le demandeur considère que la demande et l'invention qui en fait l'objet satisfont aux conditions du PCT.

Si toutefois, certaines objections étaient encore à signaler, nous requérons qu'une nouvelle opinion écrite soit émise.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

*Audren*  
Marie AUDREN

PJ

*Collin*  
Jérôme COLLIN